

La Suisse de la recherche est sous pression

La récente annonce par Novartis de la suppression de postes dans son département de la recherche a fait sensation. Le secteur des sciences du vivant, qui depuis le tournant du millénaire a créé plus de 20'000 emplois en Suisse, se trouve brusquement confronté à une restructuration.

De temps à autre, des ajustements structurels sont indispensables pour maintenir un niveau de productivité donné. Mais il faut se demander si le site helvétique offre les conditions-cadres adéquates pour que ce démantèlement ne soit pas annonciateur d'une tendance et que l'on puisse continuer à compter sur la création de nouveaux emplois. Notre pays est certes un centre tout à fait intéressant pour les activités de recherche, mais sans une amélioration de ses atouts et qualités comparatifs, il ne parviendra plus à tenir tête à la concurrence internationale.

Un besoin d'amélioration se fait sentir d'abord au titre des procédures et des contraintes administratives: en Belgique, les chercheurs attendent en moyenne 29 jours une autorisation pour tester un nouveau médicament et en Allemagne, ce délai est de 53 jours. En Suisse, ils doivent patienter en moyenne 135 jours. Ensuite, il faut garantir l'accès au personnel qualifié en rejetant résolument les attaques contre la libre circulation des personnes. Troisièmement, les conditions-cadre, en particulier l'accès aux marchés d'exportation, doivent être optimisés en permanence.

N'oublions pas que les entreprises à forte activité de recherche sont aussi des exportateurs de poids; l'industrie pharmaceutique assure à elle seule pas moins de 30% des exportations suisses, fournissant ainsi une contribution remarquable à notre prospérité.